

COMMUNIQUE DE PRESSE

Livret A: La neutralité du gouvernement et de la Commission Européenne de moins en moins crédible

Le 4 mars 2008

La pression des banques et de l'Europe libérale s'accroît sur le Livret A au fil des allers et retours de la ministre de l'économie entre Paris et Bruxelles. Christine Lagarde et Nelly Kroes ne sont pas totalement impartiales dans la gestion du Livret A. En effet, Christine Lagarde est entrée le 27 avril 2005 au [conseil de surveillance d'ING](#), groupe financier néerlandais, qu'elle quitte, quelques mois plus tard, en [juin](#), quand elle est nommée au gouvernement, comme ministre du Commerce. Son [CV officiel](#) ne s'en vante pas (celui du site du [ministère de l'Economie](#) non plus). Quelques mois plus tard, en mars 2006, ING rejoindra le quatuor de banques françaises (BNP, Société Générale, Crédit Agricole et Banque Populaire) qui ferrailent pour obtenir la banalisation du livret A. Un apport décisif sans nul doute. Puisque la commissaire à la Concurrence, Nelly Kroes, a eu comme principale tâche, en tant que ministre du gouvernement néerlandais, de privatiser la Poste hollandaise aujourd'hui partiellement contrôlée par... ING. La commission retire d'ailleurs régulièrement des dossiers à cette commissaire qui siège dans de nombreuses entreprises Européennes.

Ces manoeuvres de couloir ne se font pas que sur le terrain Bruxellois, Martin Hirsch consulte en effet « sélectivement » sur la question de l'accessibilité bancaire liée au Livret A. Sélectivement car il ne répond pas aux demandes d'audience du collectif « pas touche au Livret A » dont SUD PTT fait partie, pourtant deuxième organisation syndicale de La Poste et très près du terrain de l'exclusion et de la précarité.

Pour SUD PTT, il est grand temps d'arrêter la pantomime. Les initiatives contre une réforme imbécile et dangereuse du premier produit d'Epargne Populaire et Solidaire français se multiplient, rassemblant la gauche, les associations d'élus, les professionnels du logement social, les associations luttant pour la défense des services publics et des droits fondamentaux.

Le gouvernement doit prendre la mesure de la situation, inscrire les valeurs inhérentes au Livret A dans la loi en reconnaissant le caractère impérieux de sa mission d'intérêt général, surtout il ne doit pas laisser ce dossier aux mains des banques ou de leurs affidés qui ont encore récemment largement prouvé leur incompétence et leur incapacité à défendre l'intérêt général (Milliards d'€ évaporés dans la crise des subprimes et autres « traders incontrôlables »).

La « large concertation de l'ensemble des acteurs » promise par Mme Christine LAGARDE lors de son passage devant la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale le 6 février dernier n'est qu'une déclaration délibérément mensongère.

SUD PTT demande la transparence et l'audition de toutes les parties prenantes de ce débat qui dépasse de loin les couloirs qui mènent de Bercy à Bruxelles